



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2022



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -76,084 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2022 s'élève à -76,084 Md€ contre -131,309 Md€ à fin juin 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+55,225 Md€) s'explique par une

baisse des dépenses nettes de 18,480 Md€, une hausse des recettes nettes de 38,336 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 1,591 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 205,988 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,388 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,889 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,989 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,685 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,811 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,976 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,792 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,216 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (2,135 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,010 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,619 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (1,103 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juin 2022 s'élèvent à 205,988 Md€ contre 224,468 Md€ à fin juin 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-18,480 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -20,816 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour

► **Mission Travail et emploi** : 2,519 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,799 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,066 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,059 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,947 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,025 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,874 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 1,218 Md€, essentiellement au titre du programme « Cohésion » (0,816 Md€) ;

► **Mission Aide publique au développement** : 1,110 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide économique et financière au développement » (0,774 Md€).

-21,062 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -4,738 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour +5,096 Md€) et de la hausse des charges de la dette à hauteur de +1,845 Md€ (montant essentiellement lié aux abondements du BG vers le compte spécial « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat »).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 144,660 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 12,356 Md€ (essentiellement au titre de l'échéance au 15 juin) ;

► **TVA nette** : 9,510 Md€ ;

► **IR net** : 7,203 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 3,201 Md€, dont 1,685 Md€ de dividendes versés par la BDF et 1,196 Md€ de dividendes versés par la CDC ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,988 Md€, dont 1,603 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes et 0,827 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,779 Md€, dont 1,648 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,248 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,186 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,814 Md€, dont -2,012 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et -1,310 Md€ au titre du FCTVA.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 157,939 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juin 2022 s'élèvent à 157,939 Md€ contre 130,278 Md€ à fin juin 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+27,661 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes d'IS net pour 15,825 Md€ (principalement

en raison d'une hausse de l'IS brut de 12,677 Md€), de TVA nette pour 8,082 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse des recettes brutes de 9,533 Md€) et d'IR net pour 4,124 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de l'IR brut de 3,569 Md€).

Recettes non fiscales : 16,153 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2022 s'élèvent à 16,153 Md€ contre 7,665 Md€ à fin juin 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+8,488 Md€) s'explique

essentiellement par le versement de l'UE à hauteur de 7,400 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -31,999 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juin 2022 s'élèvent à -31,999 Md€ contre -35,019 Md€ à fin juin 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,020 Md€) s'explique

essentiellement par de moindres PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 2,530 Md€.

Fonds de concours : 2,567 Md€

Les fonds de concours à fin juin 2022 s'élèvent à 2,567 Md€ contre 3,399 Md€ à fin juin 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,832 Md€) s'explique

notamment par la contribution, en 2021, des partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -14,756 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,076 Md€ et des recettes pour 12,982 Md€ (dont 3,847 Md€ de CVAE et 3,334 Md€ de CFE et IFER essentiellement au titre des acomptes au 15 juin, 2,793 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale, et 1,507 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

►Le compte « **Couverture des risques financiers de l'Etat** » présente des dépenses pour 1,400 Md€ et des recettes pour 1,400 Md€ ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juin 2022 s'élève à -14,756 Md€ contre -13,165 Md€ à fin juin 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,591 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des

►Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des recettes pour 1,040 Md€ (dont 1,00 Md€ de cession de titres Air France KLM) ;

►Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,793 Md€ (essentiellement au titre du versement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 0,790 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement par le BG).

comptes de concours financiers de -0,896 Md€ (notamment le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -1,052 Md€, lié principalement à une hausse des dépenses prévue en LFI).

Dettes financières de l'Etat au 30 juin : 2 242,391 Md€

La dette financière est en augmentation de 69,582 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +74,581 Md€ et

baisse des BTF à hauteur de -11,750 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts (hausse de +6,752 Md€, essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin juin		Renvoi Page	
	Jun	2022	2021 retraité		2021 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	6 189	-76 084	-131 309	-131 287	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	32 483	205 988	224 468	224 245	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	34 078	144 660	106 324	106 123	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 203	40 333	36 209	36 209	
- IS *	12 356	31 832	16 007	16 007	
- TVA	9 510	52 958	44 876	44 865	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	4 595	-14 756	-13 165	-13 165	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 593	176 547			16
Dette financière de l'Etat	27 459	2 242 391			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	35	1 048	994	994
Dépenses de personnel	11 431	68 554	67 712	67 773
Dépenses de fonctionnement	4 525	31 591	31 763	31 719
Charges de la dette de l'Etat	697	22 715	20 870	20 870
Dépenses d'investissement	931	8 273	8 419	8 419
Dépenses d'intervention	14 136	72 538	93 354	93 111
Dépenses d'opérations financières	729	1 270	1 357	1 360
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	32 483	205 988	224 468	224 245
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	36 127	157 939	130 278	130 076
Recettes non fiscales	4 511	16 153	7 665	7 665
Prélèvements sur recettes	-6 999	-31 999	-35 019	-35 017
Fonds de concours	439	2 567	3 399	3 399
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	34 078	144 660	106 324	106 123
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	41 077	176 659	141 343	141 140
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	1 594	-61 328	-118 144	-118 122
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	868	859	1 353	1 353
Solde des comptes de concours financiers	3 754	-15 680	-14 784	-14 784
Solde des comptes de commerce	-52	49	291	291
Solde des comptes d'opérations monétaires	149	-1 091	1 191	1 191
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	4 595	-14 756	-13 165	-13 165
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	6 189	-76 084	-131 309	-131 287



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2022	2021 retraité	2021 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 431	68 554	67 712	67 773
Rémunérations d'activité	6 659	39 630	39 061	39 084
Cotisations et contributions sociales	4 684	28 353	28 262	28 300
Prestations sociales et allocations diverses	87	570	389	389
AUTRES TITRES	21 053	137 434	156 756	156 472
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	35	1 048	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 525	31 591	31 763	31 719
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 431	16 333	15 973	15 972
Subventions pour charges de service public	2 094	15 257	15 790	15 747
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	697	22 715	20 870	20 870
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	697	22 715	20 870	20 870
Titre 5 - Dépenses d'investissement	931	8 273	8 419	8 419
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	737	6 016	6 248	6 248
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	194	2 257	2 171	2 171
Titre 6 - Dépenses d'intervention	14 136	72 538	93 354	93 111
Transferts aux ménages	4 029	29 397	31 730	31 362
Transferts aux entreprises	6 197	22 355	42 939	43 039
Transferts aux collectivités territoriales	821	6 160	5 787	5 802
Transferts aux autres collectivités	3 003	14 209	12 837	12 847
Appels en garantie	87	417	60	60
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	729	1 270	1 357	1 360
Prêts et avances	2	3	179	182
Dotations en fonds propres	106	509	459	459
Dépenses de participations financières	621	759	719	719
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	32 483	205 988	224 468	224 245



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2022		Cumul à fin juin 2021 retraité	Cumul à fin juin 2021 consommé
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	201	157	1 868	1 718	1 385	1 378
Action de la France en Europe et dans le monde	143	115	1 230	1 125	812	813
Diplomatie culturelle et d'influence	31	16	440	407	387	387
Français à l'étranger et affaires consulaires	27	26	198	186	185	178
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	373	407	2 253	2 172	1 926	1 927
Administration territoriale de l'Etat	200	218	1 190	1 182	1 063	1 066
Vie politique ⁽¹⁾	19	23	228	200	140	148
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	155	166	835	790	723	713
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	387	266	1 636	1 385	1 216	1 217
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	255	154	967	771	673	673
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	84	66	375	333	256	257
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	46	294	280	287	287
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	579	1 110	2 397	2 849	3 680	3 680
Aide économique et financière au développement	13	774	535	1 024	994	994
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	1 420	1 420
Solidarité à l'égard des pays en développement	567	336	1 862	1 824	1 266	1 266
Restitution des "biens mal acquis" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	7	22	1 401	1 335	1 531	1 531
Liens entre la Nation et son armée ⁽³⁾	0	0	0	0	9	9
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation ⁽¹⁾	7	21	1 324	1 258	1 439	1 439
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	77	82	82
COHESION DES TERRITOIRES	485	566	15 535	8 321	9 441	9 453
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	290	370	1 462	977	1 051	1 067
Aide à l'accès au logement	0	0	13 004	6 536	7 799	7 799
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	58	83	463	429	310	311
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	44	28	157	119	91	87
Politique de la ville	80	77	251	216	163	163
Interventions territoriales de l'Etat	13	7	198	44	27	26
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	81	57	359	366	364	364
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	62	35	201	210	216	216
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	21	114	111	107	107
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
CULTURE	568	411	2 369	1 721	1 367	1 369
Patrimoines	222	127	769	464	479	478
Création	111	113	712	513	380	377
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	165	101	510	373	160	166
Soutien aux politiques du ministère de la culture	70	70	378	370	348	350
DEFENSE	3 339	3 685	29 025	26 142	26 129	26 129
Environnement et prospective de la politique de défense	81	107	948	1 026	909	909
Préparation et emploi des forces	891	976	6 465	5 925	5 548	5 548
Soutien de la politique de la défense	1 792	1 811	14 146	11 300	11 393	11 393
Equipement des forces	575	792	7 465	7 891	8 279	8 279
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	65	80	478	452	393	385
Coordination du travail gouvernemental	54	64	343	326	326	325
Protection des droits et libertés	6	6	78	69	67	60
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	5	10	57	58	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 768	3 216	24 154	17 880	12 691	12 692
Infrastructures et services de transports	535	543	7 556	4 406	4 184	4 184
Affaires maritimes	20	28	124	90	59	59
Paysages, eau et biodiversité	19	17	155	106	117	116
Expertise, information géographique et météorologie	2	1	422	283	281	281
Prévention des risques	27	167	725	453	390	390
Energie, climat et après-mines	9	9	2 321	2 071	1 311	1 311
Service public de l'énergie	847	2 135	10 946	8 593	4 504	4 504
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	226	232	1 526	1 501	1 499	1 500
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	83	83	378	378	347	347



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2022		Cumul à fin juin 2021 retraité	Cumul à fin juin 2021 consommé
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés	CP consommés
	unité : million d'€.					
ECONOMIE	495	540	3 362	3 228	1 272	1 273
Développement des entreprises et régulations	445	490	1 095	960	751	753
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	37	226	228	207	207
Stratégies économiques	14	13	293	292	314	314
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	1 748	1 748	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	716	701	22 883	22 948	20 780	20 780
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	615	615	22 337	22 337	20 523	20 523
Appels en garantie de l'Etat	87	87	506	506	134	134
Epargne	15	0	41	25	42	42
Dotations du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 476	6 388	40 192	39 873	39 271	39 271
Enseignement scolaire public du premier degré	1 988	1 989	12 024	12 023	11 799	11 799
Enseignement scolaire public du second degré	2 886	2 889	17 407	17 400	17 169	17 172
Vie de l'élève	490	428	4 243	4 133	4 011	4 010
Enseignement privé du premier et du second degrés	800	761	4 305	4 230	4 169	4 169
Soutien de la politique de l'éducation nationale	214	215	1 370	1 244	1 347	1 348
Enseignement technique agricole	98	105	843	844	777	774
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	827	840	5 101	4 910	4 911	4 946
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	620	631	3 832	3 713	3 726	3 721
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	79	79	479	428	419	453
Facilitation et sécurisation des échanges	128	130	790	769	766	772
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	77	100	1 055	832	730	730
Immigration et asile	65	87	837	642	559	559
Intégration et accès à la nationalité française	12	13	218	190	170	170
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 ⁽¹⁾	0	0	15 540	682	1 467	1 463
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	95	210	210
Valorisation de la recherche	0	0	0	237	529	529
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	120	668	668
Financement des investissements stratégiques	0	0	14 020	50	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	1 520	180	60	56
JUSTICE	1 305	788	7 487	5 165	4 881	4 881
Justice judiciaire	302	313	2 122	1 996	1 894	1 894
Administration pénitentiaire	894	330	4 106	2 069	1 951	1 952
Protection judiciaire de la jeunesse	63	80	542	453	430	430
Accès au droit et à la justice	8	9	391	386	348	348
Conduite et pilotage de la politique de la justice	37	56	323	259	257	255
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	80	117	431	314	293	296
Presse et médias	24	21	139	131	105	105
Livre et industries culturelles	56	96	291	183	188	191
OUTRE-MER	241	670	1 807	1 395	1 454	1 454
Emploi outre-mer	173	619	1 436	1 125	1 223	1 223
Conditions de vie outre-mer	68	51	370	270	231	231
PLAN DE RELANCE	497	1 218	2 364	4 333	9 222	9 222
Écologie	217	226	1 225	1 495	1 403	1 403
Compétitivité	139	177	631	994	1 606	1 606
Cohésion	141	816	508	1 844	6 213	6 213
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	-9	-9	1 868	1 891	23 770	23 770
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	95	100	2 090	2 090
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	-18	-14	1 748	1 761	20 833	20 833
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	622	622
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	9	5	26	30	226	226
POUVOIRS PUBLICS	35	35	1 048	1 048	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	35	35	552	552	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2022		Cumul à fin juin 2021 retraité	Cumul à fin juin 2021 consommé
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	822	2 066	25 984	14 859	14 990	14 996
Formations supérieures et recherche universitaire	46	98	13 490	6 990	6 884	6 880
Vie étudiante	426	11	2 309	1 657	1 739	1 739
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	96	1 059	6 318	3 311	3 507	3 498
Recherche spatiale	0	443	1 582	1 158	1 117	1 137
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	233	301	1 503	1 244	1 214	1 214
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	117	595	324	328	328
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	37	187	175	200	199
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	36	539	5 559	3 514	3 495	3 495
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	36	379	3 794	2 394	2 347	2 347
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	735	469	474	474
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	92	1 029	651	674	674
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	666	271	3 075	2 556	2 403	2 406
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	665	269	2 944	2 414	2 262	2 265
Concours spécifiques et administration	1	2	131	142	141	141
REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS	11 856	11 838	62 722	62 711	66 343	66 343
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	11 589	11 571	60 211	60 200	62 546	62 546
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	267	267	2 511	2 511	3 796	3 796
SANTÉ	91	481	1 334	1 085	989	989
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	21	25	298	243	192	192
Protection maladie	70	456	1 035	842	797	797
SECURITES	1 949	1 947	11 169	10 758	10 453	10 453
Police nationale	1 042	1 025	5 784	5 713	5 454	5 454
Gendarmerie nationale	873	874	5 076	4 722	4 648	4 648
Sécurité et éducation routières	9	3	27	15	13	13
Sécurité civile	25	45	282	307	337	337
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	197	3 010	26 495	14 952	14 630	14 198
Inclusion sociale et protection des personnes	49	1 619	12 159	7 382	7 303	6 865
Handicap et dépendance	10	1 103	13 162	6 599	6 574	6 575
Egalité entre les femmes et les hommes	5	5	15	13	15	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	133	284	960	759	737	742
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	0	0	200	200	0	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	68	236	1 101	791	696	696
Sport	16	124	360	325	331	330
Jeunesse et vie associative	52	20	597	267	216	216
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	92	144	200	149	149
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	34	50	353	236	199	165
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	2	22	93	66	24	24
Transformation publique ⁽¹⁾	17	8	49	44	50	44
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	1	1	2	2	6	6
Fonction publique	10	17	191	107	101	91
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques ⁽²⁾	3	3	18	18	18	0
TRAVAIL ET EMPLOI	4 682	2 519	9 871	6 275	7 447	7 642
Accès et retour à l'emploi	336	659	4 110	3 578	3 120	3 134
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 292	1 799	5 402	2 323	3 937	4 126
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	10	32	56	58	59
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	51	51	326	319	332	324
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	38 994	44 321	332 276	268 699	290 811	290 588
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	27 138	32 483	269 554	205 988	224 468	224 245

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2022

⁽²⁾ Création en LFI 2022

⁽³⁾ Suppression en LFI 2022



	Mois	Cumul à fin juin		
		2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.	Juin			
Impôt sur le Revenu (A)	7 358	46 584	43 015	43 015
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	215	929	952	932
Impôt sur les sociétés (C)	18 929	47 836	34 826	34 826
Impôt sur les sociétés	18 332	46 642	33 965	33 965
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	451	944	582	582
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	146	249	279	279
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 988	9 539	11 102	11 077
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	49	512	577	577
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 603	2 574	2 492	2 492
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	610	610
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	32	308	313	313
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	5	94	70	70
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	19	11	11
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	18	13	13
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	60	46	46
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	181	183	167	167
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	827	4 079	3 559	3 559
Taxe sur les services numériques	2	358	219	219
Taxe d'habitation sur les résidences principales	125	792	1 782	1 782
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	15	86	865	865
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	133	450	374	349
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 456	9 145	9 739	9 622
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 239	87 177	77 644	77 634
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 779	19 440	19 343	19 313
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	52	402	231	231
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	104	88	88
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	32	54	25



	Mois		Cumul à fin juin		
	unité : million d'€.	Juin	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)		252	1 481	1 765	1 765
Mutations à titre gratuit par décès		1 396	6 968	6 736	6 736
Contribution de sécurité immobilière		82	445	419	419
Autres conventions et actes civils		38	225	207	207
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		51	287	298	298
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		31	236	203	203
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		19	79	99	99
Timbre unique		18	168	118	118
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		47	271	300	300
Droits d'importation		0	0	0	0
Autres taxes intérieures		154	4 313	5 149	5 149
Autres droits et recettes accessoires		0	3	3	3
Amendes et confiscations		4	23	21	21
Taxe générale sur les activités polluantes		8	92	34	34
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		3	38	19	19
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		3	156	11	11
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	25	26	26
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	17	17	17
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		0	24	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		242	1 257	1 219	1 219
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		81	379	76	76
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		31	188	161	161
Prélèvement sur les paris sportifs		65	385	446	446
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		8	50	54	54
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		119	860	641	641
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0
Autres taxes		50	372	361	361
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)		47 964	220 650	196 621	196 419
TOTAL GENERAL (net de R&D)		36 127	157 939	130 278	130 076



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€.	Juin	2022	2021 retraité
Dividendes et recettes assimilées (A)	3 201	3 886	3 081	3 081
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 764	1 764	1 803	1 803
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	319	1 003	587	587
Autres dividendes et recettes assimilées	1 118	1 118	690	690
Produits du domaine de l'Etat (B)	716	1 158	507	507
Revenus du domaine public non militaire	704	845	102	102
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	7	181	171	171
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	4	130	231	231
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	298	1 297	904	904
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	53	235	152	152
Autres frais d'assiette et de recouvrement	87	551	518	518
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	25	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	2	2
Autres recettes diverses	158	483	230	230
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	27	343	257	257
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	6	22	19	19
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	3	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	12	259	151	151
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	8	43	70	70
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	16	11	11



	Mois		Cumul à fin juin	
	Jun	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	103	733	894	894
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	12	77	351	351
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	9	230	148	148
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	3	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	77	358	333	333
Frais de poursuite	2	7	6	6
Frais de justice et d'instance	1	5	5	5
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	8	1	1
Divers (F)	167	8 735	2 021	2 021
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	40	358	258	258
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	12	91	13	13
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	4	4
Récupération d'indus	2	14	12	12
Recouvrements après admission en non-valeur	10	70	68	68
Divers versements de l'Union européenne	0	7 400	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	17	31	31
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	14	14	14
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	23	188	389	389
Produits divers	2	4	978	978
Autres produits divers	70	213	242	242
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	4 511	16 153	7 665	7 665



	Mois		Cumul à fin juin	
	Juin	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 814	-18 885	-21 415	-21 414
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 012	-12 087	-14 687	-14 672
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-2	-2
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-7	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 310	-2 811	-1 802	-1 802
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-257	-301	-2 647	-2 647
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-35	-35	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	13	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-34	-35	-56	-56
Dotations régionales d'équipement scolaire	-32	-32	-31	-31
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-1 444	-1 449	-1 449
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-160	-183	-306	-306
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	7	11	-11	-11
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-54	-54	-54
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-199	-200	-259	-259
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-15	-40	-31	-31
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-45	-45	-45
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	283	-5	-5
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	-2	-2
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-510	-1 877	-41	-41
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	-1	-1	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 186	-13 114	-13 603	-13 603
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 999	-31 999	-35 019	-35 017
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	420	2 346	3 159	3 159
Fonds de concours - coopération internationale	19	221	240	240
TOTAL FONDS DE CONCOURS	439	2 567	3 399	3 399



	Mois de juin		Cumul à fin juin												
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes						
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté				
unité : million d'€.															
Comptes d'affectation spéciale	5 127	5 995	33 531	33 357	33 357	34 389	34 711	34 711	859	1 353	1 353				
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	23	160	164	427	427	866	840	840	702	413	413				
Développement agricole et rural	8	6	19	29	29	116	111	111	97	82	82				
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	20	31	156	108	108	188	188	188	32	80	80				
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	33	25	131	158	158	153	175	175	22	18	18				
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	34	121	121	0	133	133	-34	12	12				
Participations financières de l'Etat	175	1 040	3 288	3 161	3 161	2 981	2 887	2 887	-307	-274	-274				
Pensions	4 869	4 733	29 740	29 354	29 354	30 085	30 377	30 377	345	1 023	1 023				
Comptes de concours financiers	9 585	13 339	59 155	58 849	58 849	43 475	44 065	44 065	-15 680	-14 784	-14 784				
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	119	23	1 446	2 478	2 478	734	440	440	-712	-2 037	-2 037				
Avances à l'audiovisuel public	308	168	1 851	1 860	1 860	1 166	745	745	-684	-1 114	-1 114				
Avances aux collectivités territoriales	9 076	12 982	54 464	53 619	53 619	40 932	41 139	41 139	-13 532	-12 480	-12 480				
Prêts à des Etats étrangers	6	166	573	343	343	455	1 235	1 235	-119	892	892				
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	75	0	821	549	549	188	505	505	-633	-44	-44				
Comptes de commerce	2 439	2 387	26 694	24 549	24 549	26 743	24 840	24 840	49	291	291				
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	106	68	482	325	325	469	401	401	-13	77	77				
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	16	95	91	91	92	89	89	-3	-2	-2				
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 400	1 400	1 690	1 877	1 877	1 690	1 877	1 877	0	0	0				
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	78	72	311	298	298	441	372	372	130	74	74				
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	793	790	23 465	21 664	21 664	23 461	21 678	21 678	-3	14	14				
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	4	0	5	2	2	5	6	6	0	3	3				
Opérations commerciales des domaines	5	14	27	26	26	55	46	46	29	19	19				
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	4	2	16	13	13	10	16	16	-6	3	3				
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Soutien financier au commerce extérieur	32	25	604	253	253	521	356	356	-83	104	104				
Comptes d'opérations monétaires	51	200	2 161	538	538	1 070	1 729	1 729	-1 091	1 191	1 191				
Emission des monnaies métalliques	8	33	75	60	60	92	40	40	17	-20	-20				
Opérations avec le Fonds Monétaire International	42	167	2 082	472	472	975	1 688	1 688	-1 107	1 216	1 216				
Pertes et bénéfices de change	0	0	4	6	6	3	1	1	-1	-5	-5				
TOTAL COMPTES SPECIAUX	17 202	21 922	121 540	117 293	117 293	105 678	105 344	105 344	-15 863	-11 949	-11 949				
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 160	21 755	119 458	116 822	116 822	104 703	103 657	103 657	-14 756	-13 165	-13 165				



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-45	244
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	17	1	17
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	320	4 090
		Total organismes à caractère financier	4 077	275	4 352
		Régions	5 471	273	5 744
		Départements	10 159	2 072	12 231
		Communes	29 107	-1 626	27 481
	CEPL	Établissements publics de coopération intercommunale	18 991	351	19 342
		Établissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-125	2 241
		Autres	9 903	-117	9 786
		Total CEPL	75 996	829	76 825
		Etablissements publics de santé	8 128	1 239	9 367
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-7 268	20 820
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	1 954	25 942
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	166	4 937
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-386	1 788
		Total établissements publics nationaux	59 022	-5 535	53 487
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 453	1 218	11 671
		Union européenne	4 042	2 020	6 062
	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	66	5 865	
	GIP	1 616	359	1 975	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	EPLÉ	2 662	1 204	3 866	
	Autres correspondants	2 997	17	3 014	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	-21	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 096	1 625	14 721	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	174 815	1 671	176 486	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		47	15	62
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		47	15	62
Total Passif (A)			174 862	1 686	176 548
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			174 861	1 686	176 547



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2022
Titres négociables (A)	2 145 136	62 831	2 207 967
Titres négociables à moyen et long terme	1 989 757	74 581	2 064 338
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	74 581	2 064 338
<i>dont - taux fixe</i>	1 753 395	55 453	1 808 849
<i>- taux variable</i>	208 430	17 942	226 372
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	155 379	-11 750	143 629
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-11 750	143 629
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	27 673	6 752	34 424
TOTAL (A+B+C)	2 172 809	69 582	2 242 391



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.